

**Bureau des installations et travaux réglementés  
pour la protection des milieux**  
Affaire suivie par : SS  
Dossier n°2009-50-PC4

Marseille, le **24 DEC. 2025**

**Arrêté de prescriptions complémentaires n°2009-50-PC4  
relatif à l'implantation par la métropole Aix-Marseille-Provence  
d'un parc photovoltaïque sur l'ancien centre de stockage  
de déchets non dangereux situé sur la commune de Mallemort**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
préfet de la zone de défense et de sécurité sud,  
préfet des Bouches-du-Rhône,**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.511-1, R.181-45 et 46 ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation modifié ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux prescriptions générales des installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°28-1978-A du 21 février 1980 autorisant l'Agglopolo Provence à exploiter un centre d'exploitation technique lieu-dit « Les Fumades » sur la commune de Mallemort ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°93-199/112-1993A du 16 novembre 1993 imposant des prescriptions complémentaires au SIVOM de Mallemort ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°50-2009-CESS du 23 novembre 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la communauté d'agglomération Provence dans le cadre de la cessation

d'activité du centre de stockage des déchets non dangereux situé quartier Les Fumades sur la commune de Mallemort ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°50-2009-PC3 du 22 juillet 2016 imposant des prescriptions complémentaires à la métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du suivi trentenaire de son ancien centre de stockage de déchets non dangereux situé sur la commune de Mallemort ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2009-50-SERV du 26 juin 2017 instituant des servitudes d'utilité publique, sur et autour de l'ancien site de stockage de déchets non dangereux, situé sur la commune de Mallemort ;

**VU** le dossier de porter à connaissance déposé le 8 octobre 2021 , par lequel la métropole Aix-Marseille-Provence présente son projet d'implanter une centrale photovoltaïque sur le site mentionné ;

**VU** l'étude d'impact annexée à la demande de permis de construire ;

**VU** le permis de construire délivré par arrêté préfectoral le 24 septembre 2021 puis modifié par arrêté préfectoral du 23 mars 2023 ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement du 22 août 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la cessation de l'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux de Mallemort est encadrée par l'arrêté de prescription complémentaire n°50-2009-PC du 9 mai 2011 abrogé et remplacé par l'arrêté préfectoral n°50-2009-PC3 du 22 juillet 2016 ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n°2009-50-SERV du 26 juin 2017 instituant des servitudes d'utilité publique impose que les usages sont strictement réservés à ceux en rapport soit avec la collecte et le traitement des déchets, soit avec une activité industrielle (type parc photovoltaïque par exemple) ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'implantation de la centrale photovoltaïque entre dans le cadre d'une étude d'impact compte tenue de la production d'énergie prévue ;

**CONSIDÉRANT** que les impacts du projet d'implantation de la centrale photovoltaïque ont été examinés dans une évaluation environnementale portée par l'instruction du permis de construire ;

**CONSIDÉRANT** que l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur la décharge en post-exploitation n'est pas considérée comme une modification substantielle telle que définie à l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de fixer des prescriptions de manière à s'assurer de la compatibilité entre le suivi post-exploitation de l'ISDND et l'implantation de la centrale photovoltaïque, notamment :

- l'absence de risque d'endommagement de la couverture finale mise en place
- la prise en compte des réseaux de collecte des lixiviats ;
- la bonne gestion des eaux de ruissellement sur le site ;
- l'intégration de nouveaux risques incendie lié à la présence des panneaux photovoltaïques et d'un poste de conversion ;
- la bonne remise en état de site en fin d'exploitation de la centrale photovoltaïque ;

**CONSIDÉRANT** la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral en lettre recommandée avec accusé de réception notifiée le 5 décembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** l'absence d'observations portant sur le projet d'arrêté préfectoral reçue par mail du 20 décembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires afin de prévenir les risques pour l'environnement et la sécurité publique ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ d'application**

La Métropole Aix-Marseille-Provence dont le siège territorial est situé 37 Bd Charles Livon, 13007 Marseille, est autorisée, sous réserve de l'application du présent arrêté, à procéder ou à faire procéder à la mise en place et à l'exploitation d'une centrale photovoltaïque sur l'installation de stockage de déchets non dangereux, lieu-dit « Les Fumades » sur la commune de Mallemort (annexe 1).

La centrale photovoltaïque est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans le porter-à-connaissance susvisé et dans l'évaluation environnementale portée par l'instruction du permis de construire, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté .

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres textes réglementaires applicables et notamment du code civil, du code de l'urbanisme, du code de la construction et de l'habitation et du code général des collectivités territoriales.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés sont complétées par les dispositions du présent arrêté .

Le présent arrêté ne vaut pas permis de construire .

### **Article 2 : Compatibilité avec le suivi post-exploitation**

L'aménagement et l'exploitation de la centrale photovoltaïque ne doivent pas faire obstacle au respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2016 susvisé.

En particulier, avant le démarrage du chantier de construction de la centrale, l'exploitant réalise un balisage des équipements nécessaires pour assurer dans de bonnes conditions le suivi post-exploitation de l'ancien site de stockage de déchets (réseaux de collecte des eaux de ruissellement, couverture multicouche, collecte des lixiviats, piézomètres, etc.). Ces équipements doivent être maintenus en place, opérationnels et facilement accessibles le cas échéant.

Une convention est signée entre l'exploitant de la centrale photovoltaïque et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de définir les responsabilités de chacun, et fixer les modalités nécessaires à la bonne réalisation du suivi de post-exploitation du site de stockage de déchets (conditions d'accès aux ouvrages, mesures de sécurité à respecter, etc.). Cette convention est tenue à disposition de l'inspection de l'environnement.

### **Article 3 : Mesures visant à garantir l'intégrité de la couverture finale**

L'implantation d'une centrale photovoltaïque sur l'installation de stockage de déchets non dangereux ne peut se faire qu'au moyen de panneaux photovoltaïques sur fondation superficielle hors sol, afin de ne pas risquer d'endommager la couverture multicouche destinée à limiter les infiltrations dans le massif de déchets. La structure des panneaux photovoltaïques doit être réglable afin de s'adapter aux éventuelles modifications de la topographie du site (tassement différentiel des déchets).

Pour ne pas porter atteinte à l'intégrité de la couverture finale de l'installation de stockage de déchets :

- La fixation des panneaux s'effectue hors sol sur des longrines en béton ou tout autre dispositif équivalent
- Aucune tranchée n'est réalisée sur le site

- Les câbles électriques ne sont pas enterrés
- Les bâches de protection assurant l'étanchéité de surface (dans les fossés) ne seront pas sollicitées par le projet (ni piétine, ni impacts par les engins de chantier et les structures de fixation des panneaux photovoltaïques)
- Le profil de la zone réhabilitée (couverture multicouche) n'est pas modifié.

## **Article 4 Dispositions générales**

### **4.1. Principes généraux**

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques de glissement de terrain, d'incendie et d'explosion.

Il est notamment interdit de fumer et d'apporter des feux nus sur tout le périmètre constitué par le dôme de la décharge. Des consignes d'exploitation de l'ensemble des installations de la centrale photovoltaïque décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt de travaux, de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Toutefois des travaux à flamme nue peuvent être autorisés (réalisation de soudure, découpage à la disqueuse, etc.) en respectant les règles de sécurité et le plan de prévention avec un permis de feu.

### **4.2. Information de l'inspection des installations classées**

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Il fournira, à ce dernier, sous 24 heures, un premier rapport écrit sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences et les mesures prises pour y remédier. Un rapport complet lui sera présenté sous quinze jours au plus tard.

À tout moment en cas d'atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et pour tout besoin d'investigation, il pourra être demandé le retrait des panneaux photovoltaïques.

### **4.3. Accessibilité à la centrale photovoltaïque**

Une clôture de 2 mètres autour de l'installation sera mise place, complétée par un système de vidéosurveillance. La centrale photovoltaïque sera entièrement close. Le poste de livraison et l'onduleur central seront fermés à clé. Des pancartes interdisant l'accès au site seront implantées au niveau des entrées.

### **4.4. Stabilité des digues et talus**

La mise en place de la centrale photovoltaïque ne doit pas conduire à diminuer, de manière significative, le niveau de sécurité des talus au glissement.

En cas de détection d'amorce de glissement ou de tassement inhabituels, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et met en œuvre les mesures correctives nécessaires.

## **ARTICLE 5 : Installation électrique**

### **5.1. Dispositions générales**

L'ensemble de l'installation est conçu selon les préconisations du guide UTE C15-712-1 en matière d'installation photovoltaïque raccordées au réseau public de distribution.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à une modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente,



conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.

## **5.2. Mesures de protection**

Toutes les dispositions sont prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension.

Cet objectif peut notamment être atteint par la disposition suivante :

- Le site est équipé d'un arrêt d'urgence général permettant de répondre aux principes définis par la C15-712-1.

Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de producteur de l'unité permet de répondre à cette exigence.

En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant procède à une levée de doute (nature et conséquence du dysfonctionnement), soit en se rendant sur place, soit grâce à des moyens de contrôle à distance.

Les dispositions permettant de respecter les deux alinéas précédents sont formalisées dans une procédure tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

## **5.3. Signalétique**

Les différents types de signalisation respectent le paragraphe 15 « Signalisation » de l'UTE C 15-712-1.

Les principaux composants constituant l'installation photovoltaïque sont identifiés et repérés par des étiquettes facilement visibles et fixées d'une manière durable en correspondance avec les plans et schémas de l'installation.

Les étiquetages normalisés présentés dans le guide UTE C 15-712-1 seront respectés.

## **5.4. Onduleur central**

L'onduleur central doit être identifié par la signalétique appropriée, et muni d'un moyen d'extinction adapté au risque électrique.

## **5.5. Contrôles et attestations**

A la mise en service de l'installation de la centrale photovoltaïque, l'exploitant procédera à une vérification par un organisme compétent de la centrale photovoltaïque aux normes en vigueur.

La conformité au guide C 15-712-1 est assurée par un certificat de conformité délivré par un organisme agréé en application de l'article L.311-13-5 du Code de l'énergie.

## **ARTICLE 6 : Prévention du risque incendie**

Les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°50-2009-PC 3 du 22 juillet 2016 sont complétées par les dispositions suivantes :

L'accès au site, à la bâche souple, au point d'aspiration, à l'onduleur central ainsi qu'au poste de livraison doit pouvoir se faire par une voie engin conformément à l'article R.111-5 du code de l'urbanisme.

L'ensemble des accès doivent faire l'objet d'une signalétique afin qu'ils soient identifiables par les services d'incendie et de secours.

Le poteau incendie présent sur site doit faire l'objet d'un affichage indiquant qu'il est hors service afin de ne pas induire en erreur les secours publics.

Le poste de livraison répond aux normes des enceintes REI120.

Le parc photovoltaïque sera doté :

- D'une bache souple de 120 m<sup>3</sup> à moins de 100 mètres du poste de livraison et de l'onduleur central
- D'un nouvel accès à l'est du site.

En prévention des risques d'incendie, le site devra être maintenu en bon état débroussaillé, soit 20m autour de la clôture, décapage de 50m autour du poste de livraison et de l'onduleur central et débroussaillage de la totalité de l'emprise du site.

Un plan d'intervention doit être affiché à chaque entrée faisant apparaître à minima les éléments suivants :

- L'emplacement de la bache
- L'emplacement du poste de livraison
- L'emplacement de l'onduleur central
- L'emplacement des organes de coupure
- Le numéro à contacter en cas d'urgence
- Les différents accès.

#### **ARTICLE 7 : Protection contre les courants de circulation et la foudre**

Les équipements métalliques et locaux techniques sont mis à la terre conformément aux règlements et normes applicables.

#### **ARTICLE 8 : Mesure de protection de la faune et de la flore**

L'exploitant respectera les mesures présentées dans son étude d'impact annexée à sa demande de permis de construire concernant les mesures « Éviter, réduire, compenser ».

#### **ARTICLE 9 : Remise en état en fin d'exploitation de la centrale photovoltaïque**

Un an après la fin de l'exploitation de la centrale photovoltaïque, l'intégralité de l'installation est démantelée :

- Tous les équipements présents, y compris les panneaux photovoltaïques, font l'objet de valorisations dans les filières de recyclage autorisées et selon les meilleures techniques disponibles
- Toutes les liaisons électriques internes sont retirées.

Suite à l'enlèvement des longrines en béton, le complexe superficiel de la couverture de l'installation de stockage des déchets est reconstitué à l'identique de son état initial, avant la pose des panneaux.

Les pentes de l'intégralité du site doivent permettre un bon écoulement des eaux pluviales de ruissellement vers les ouvrages de collecte prévus à cet effet.

Ces travaux de remise en état font l'objet d'une validation par un organisme tiers indépendant choisi en accord avec l'inspection de l'environnement.

Un récolement des travaux de réaménagement, comprenant un plan topographique, est adressé à l'inspection de l'environnement.

#### **Article 10 – Publicité**

Le présent arrêté sera notifié à la métropole Aix-Marseille-Provence et publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimum de 4 mois.

## Article 11 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée dans un délai de 2 mois devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site

[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 12 - Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
  - Le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
  - La présidente de la métropole d'Aix-Marseille-Provence,
  - Le maire de Mallemort,
  - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur,
  - Le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,
  - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône,
  - Le directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche Plaza

[illegible]